



La Plaque tournante

Pour un réseau qui permette aux travailleurs sociaux de sortir des rails de la commande sociale

Numéro 118 - Octobre 2017

La communauté humaine

Nous faisons souvent référence à la communauté humaine dans la Plaque Tournante. Une réflexion envoyée par Tessa (*que vous pouvez lire sur notre site, rubrique courrier*) nous donne l'occasion d'en dire un peu plus sur ce sujet.

Tessa se demande si le système social actuel ne lui donnerait pas envie de retourner à la façon de vivre plus humaine, plus solidaire, plus familiale, mais aussi moins libre de son pays d'origine, la Turquie.

Beaucoup de jeunes, et de moins jeunes, issus de l'immigration mais vivant depuis longtemps en France, se posent d'une façon ou d'une autre cette question du retour à la culture ancestrale. C'est d'autant plus courant que la situation de la population se détériore, et que le sentiment de rejet se développe. Notre société devient plus excluante, plus fermée, plus égoïste. Mais doit-on pour autant envisager un retour en arrière ?

Oui notre société s'étiole. Et elle s'étiolera tant qu'elle sera fondée sur la concurrence, la propriété privée de la richesse sociale, et l'individualisme qui en résulte.

Mais cette société pourrait être toute autre. La communauté humaine à la possibilité d'instaurer des relations économiques totalement différentes, fondées sur le partage des richesses et leur gestion rationnelle et contrôlée. Les connaissances humaines permettent déjà de guérir, de communiquer, d'échanger, de produire à l'échelle de la planète. Libérée du cadre étroit du nationalisme et de la lutte concurrentielle, elle pourrait permettre aux humains (femmes et hommes de tous les pays) de vivre une vie digne, de se nourrir correctement, de se cultiver, de voyager, de se soigner, en ne travaillant que quelques dizaines de jour par an. Non, ce n'est pas du rêve, c'est le résultat de la répartition du temps de travail réellement utile divisé par l'ensemble des adultes en capacité de travailler ! Et tout cela ne peut pas se faire en enclenchant la marche arrière !

Changer de logique sociale, ce n'est pas possible ? C'est vrai ... tant qu'on en reste à l'échelle individuelle. Mais l'histoire n'est pas finie ! Et elle a été pleine, dans le passé, de rebondissements et de révolutions.

En attendant, nous, travailleurs sociaux, défendons autour de nous et dans notre travail une culture d'ouverture, d'accueil, de solidarité, dans laquelle chacun trouve sa place au milieu des autres, dans un cadre compréhensif, respectueux, affectueux même.

Nous ne sommes absolument pas solidaires des institutions actuelles, même de celles qui nous payent.

Notre espace de liberté nous permet de pratiquer un travail social différent, qui donne aux personnes dont nous nous occupons le goût, l'envie, les moyens, non seulement d'imaginer, mais de tester, de vivre, des relations humaines différentes. Créons des associations, des classes, des écoles, des colonies de vacances, des institutions, des fêtes différentes, qui donnent envie de vivre ensemble, tous, complémentaires et respectueux.

Je ne me bats pour aucun pays,
mon pays, c'est la terre.
Je suis citoyen du monde.

Eugène Victor Debs



Alice nous raconte la journée du 21 septembre à Angers

Le 21 septembre, à Angers, avait lieu une nouvelle journée nationale de lutte contre la casse de la protection de l'enfance. Elle a rassemblé environ un millier de personnes.

Partie très tôt le matin de Paris, avec une délégation unitaire d'Ile-de-France dont des représentants du collectif des EGATS (Etats Généraux Alternatifs du Travail Social), j'ai rejoint les camarades d'Angers vers 12h00.

Ce jour là, différents départements étaient représentés, en soutien aux camarades Angevins qui luttent depuis déjà 4 mois. En effet, 400 emplois y sont menacés par la mise en place d'un système d'appel à projet. C'est un outil utilisé par les financeurs pour, disent-ils, "rentabiliser" le secteur, en mettant les associations en concurrence. Bien sûr, ce sont les plus grosses associations qui gagnent les appels à projet, en faisant des propositions à coûts minimum, sans se soucier des conséquences humaines. Du coup les associations évincées sont amenées à mettre la clé sous la porte. Les travailleurs sociaux de ces associations perdent leur emplois. Résultat, l'austérité et la précarité se développent dans le travail social.

C'est ensuite une lutte pour être réembauchés dans les associations qui ont

Suite au verso



C'est un peu vague, mais on vous transmet...

Nous sommes un collectif prolongeant la Commission Action Travail Social issu de Nuit Debout Paris. L'objectif du collectif est de re politiser le travail social. Celui de cette liste est de pouvoir tenir informé les personnes avec qui nous sommes en contact des évènements et des manifestations liés au travail social organisés en France. Merci d'avance de votre soutien à notre action !

À bientôt, Les membres de la Plateforme du Travail Social.

https://lists.riseup.net/www/info/plateforme_du_travail_social

Véronique nous raconte le quotidien du social

Nous sommes un petit nombre de travailleurs sociaux militants qui nous sommes engagés dans l'action syndicale en parallèle de notre pratique de terrain. Notre engagement s'est accru au gré des évolutions de la politique sociale parisienne et de l'accroissement de la précarité.

Quelques exemples des sujets qui ont donné lieu à notre intervention :

- L'arrivée d'un logiciel informatique recensant nominativement des informations sensibles sur notre public, alors même que nous sommes soumis au secret professionnel et que ce public a besoin d'une garantie de confidentialité pour évoquer ses difficultés (difficultés psychiatriques, éducatives, diagnostic médical, consommation de toxiques, sans papiers...)

- la réduction des possibilités d'hébergement pour les personnes à la rue, les familles expulsées de leur logement

- l'association de notre intervention et avec celle des services de Police dans les programmes de prévention de la radicalisation religieuse, de prévention de la délinquance des mineurs, dans l'évacuation des camps de migrants

Suite de ce témoignage sur notre site, rubrique courrier

Sonia n'arrête pas

Le nombre de mineur.e.s incarcéré.e.s en France est en constante augmentation depuis le mois d'octobre et atteint un triste record jamais atteint jusqu'ici, avec 885 mineur.e.s incarcéré.e.s au 1er août dont 647 en détention provisoire (donc avant d'être jugé.e.s et reconnu.e.s coupables). Un certain nombre de lieux de détention arrivent à saturation et génèrent des situations explosives. Les MIE sont de plus en plus nombreux. Les CEF aussi sont à saturation, ce qui augmente d'autant le nombre de jeunes enfermés.e.s. Et que propose le gouvernement sur ce point ? Doubler le nombre de CEF et créer de nouvelles places en prison...

Nous (le Snpes-Pjj-fsu) sommes sur la préparation d'un colloque de 2 jours sur la question de l'enfermement des mineur.e.s avec la CGT-PJJ et le Syndicat de la Magistrature pour le 9 et 10 février à la bourse du travail.

Je conseille ce petit clip : "À qui profite la tôle ?"

<https://t.co/Sg0tEogk5d?amp=1>

Autre info: le Snpes-Pjj-fsu fait partie d'un nouveau collectif national, le collectif JU-JIE (JUstice-Jeunes Isolés.e.s Étranger.ère.s).

Nous venons ouvrir un blog qui se veut un espace de partage de témoignages et d'expériences pour ces jeunes et ceux, celles qui les accompagnent en tant que professionnel.le.s et/ou bénévoles:

<https://blogs.mediapart.fr/justice-jeunes-isoles-etragers/blog/210917/justice-pour-les-jeunes-isolees-etrangeres>

Ce collectif entend mener une action coup de point le 20 novembre prochain, journée internationale des droits de l'enfant: interpellation publique de Colomb et Macron, conférence de presse et actions locales sur l'ensemble du territoire.

Nous avons mis les communiqués sur notre site, rubrique coups de coeur

gagné l'appel ; et il faut se battre aussi pour que l'accompagnement des enfants soit repris. L'humain n'est pas une marchandise ! Afin que cette lutte garde son dynamisme, puisse espérer une victoire notamment par le biais du retrait du système de l'appel à projet, nous avons senti dans la délégation la nécessité d'être présents, pour apporter, aux camarades notre énergie et notre envie de faire de cette lutte une lutte exemplaire et victorieuse dans le secteur.

Après une pièce de théâtre montrant l'impact des politiques départementales sur la protection de l'enfance, sur la place du Ralliement, les manifestants, lançant de nombreux slogans dynamiques, se sont rendus devant la préfecture, pour qu'une délégation y dépose une motion. Hélas, personne n'a daigné les recevoir. Puis, nous avons terminé cette mobilisation devant le conseil départemental pour interpellier son président, sur les politiques sociales actuellement menées ici en protection de l'enfance.

Le Maine-et-Loire est un laboratoire de ces politiques libérales. En effet, cette casse s'étend par exemple en Indre-et-Loire, où ce sont également 200 emplois qui sont menacés. Suite à une assemblée générale, les camarades angevins nous donnent rendez-vous à nouveau dans la rue sur l'ensemble du territoire au côté de la fonction publique, le 10 octobre, pour réaffirmer les missions de service public de la protection de l'enfance. Un enfant n'est pas une marchandise !

Bibliothèque *PCTS*

Un monde de fous

Ce livre de Patrick Coupechoux n'est pas récent. Il est sorti en 2006, avec une préface de Jean Oury (qui est décédé depuis). Mais ça vaut vraiment le coup de le lire. C'est un survol historique très sérieux de la façon de considérer les "fous".

Les premiers chapitres, classiques depuis Foucault, rappellent comment les fous ont été bannis, exilés, puis mis à l'écart, enfermés, voire attachés dans des établissements comparables à des forteresses. Cet enfermement était parfois considéré comme une façon de les soigner...

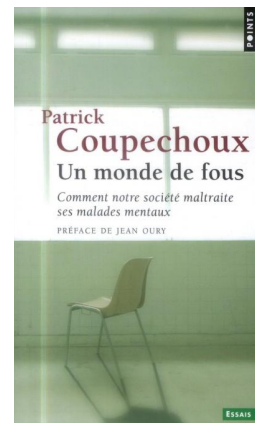
Quelques grands précurseurs affirmèrent que le fou n'est jamais complètement fou, et que la perspective de trouver une place dans la société transforme profondément le comportement des malades mentaux. Ils ouvrirent des portes qui, bien des décennies plus tard, permirent à des expériences originales de voir le jour. Expériences dans lesquelles les fous étaient considérés comme capable de relations humaines, de prise de responsabilité. Dans cette courte période, une véritable conception du soin s'est développée, autour de clubs thérapeutiques, de réunions dans lesquelles les aliénés débattaient, décidaient, et parfois déraillaient...

L'arrivée des neuroleptiques est finement analysée. L'auteur montre qu'elle a amené à la fois un gros progrès, en stabilisant certains malades, et une vraie dérive : celle de la camisole chimique. L'auteur raconte aussi la naissance de la clinique de La Borde, et rapporte les débats de l'époque, entre autre avec le courant anti psychiatrique.

La suite de l'histoire sera marquée par la réduction progressive des moyens dédiés au secteur psychiatrique, par le développement social de la pauvreté et par un retour à "l'incompréhension" face à la folie.

La dernière forme de maltraitance est peut être celle qui consiste à reléguer le psychisme, "au profit d'une conception uniquement biologique de l'individu" pour reprendre l'expression de l'auteur dès son introduction. La volonté de "vivre avec" disparaissant cette fois ci derrière une conception déshumanisante de la maladie et des soins.

Ce n'est pas un livre facile, mais il est plein d'anecdotes et de références. En tout cas, il donne à réfléchir, et affirme clairement, pour conclure, que ranger les folies dans les petites cases du DSM (la référence diagnostique de ce domaine) ne permet ni de les comprendre ni de les soigner. Il défend au contraire l'idée que les "patients" sont avant tout des "impatients de vivre normalement".



Sur notre site
www.pourletravailsocial.org
On y trouve tous les anciens numéros
et beaucoup d'autres textes...

A ce jour la liste de diffusion de la Plaque Tournante comporte 1222 adresses mail sans compter la diffusion à Avenir Éducs.
Rédaction de la Plaque Tournante et donc toute
responsabilité assumée : Marcel Gaillard
Pour nous joindre, écrire à pourletravailsocial@orange.fr